

Oui, ce qui se passe en Turquie nous regarde

vendredi 13 juillet 2012, par [Etienne Copeaux](#)

Turquie Européenne a décidé de republier intégralement cet article d'Étienne Copeaux et ses articles liés au procès du KCK, parce que les propos qui y sont tenus sont tout a fait en accord avec ce que nous défendons. Les autorités turques se réfugient toujours derrière la soit disant « indépendance de la justice » pour justifier ce qui n'est pas justifiable dans un pays se prétendant « un modèle de démocratie pour les pays du Moyen Orient » par la voix de son Ministre des Affaires de l'Union Européenne. En outre, l'État turc a toujours réussi à étouffer les affaires qui le mettaient en question, soit en jouant le temps par des procès interminables soit en faisant payer des « lampistes ». (Affaires Uğur Mumcu, Susurluk, Madimak, Hrant Dink, la liste est très loin d'être exhaustive !...)

Le quotidien turc Taraf m'a demandé pourquoi j'avais signé le texte de soutien aux accusés du procès géant de Silivri, paru dans Le Monde du 4 juillet, où sont jugés Büsra Ersanlı, Ragıp Zarakolu, Ayşe Berktaş et 202 autres personnes, et ce que je pensais de ces déclarations de Mr Ahmet Davutoğlu, ministre des affaires étrangères : « *Je ne crois pas que M^{me} Ersanlı soit terroriste. Mais le fait que je n'accepte pas cette situation en tant que ministre, ne me donne pas le droit d'intervenir sur la justice. Ceux qui nous critiquent disent soit 'Pourquoi intervenez-vous ?', soit 'Pourquoi n'intervenez-vous pas ?'. Certains croient que ces vagues d'arrestations ont lieu suite à une décision gouvernementale, que le pouvoir [a décidé] d'arrêter ces personnes. Mais la justice est indépendante.* »

Voici ma réponse, publiée dans Taraf ce 10 juillet :

J'ai signé cet appel en tant que chercheur, spécialiste de la Turquie contemporaine. Voici plus de vingt ans, j'avais commencé mes recherches en étudiant le discours des manuels scolaires d'histoire, la « fabrication » de l'histoire à l'époque d'Atatürk - sur les pas de Büsra Ersanlı - et l'imprégnation des manuels scolaires par l'idéologie nationaliste. J'ai fait cela scientifiquement, sans m'impliquer personnellement, mais il est évident que je n'aurais pas pu le faire sans dénoncer le nationalisme, sans chercher à donner des outils à ceux et celles qui veulent débusquer l'idéologie dans un discours historique. Le nationalisme est porteur de malheur et de guerre - voir la Yougoslavie - et je sais parfaitement combien ce mot milliyetçilik a une valeur positive en Turquie. Je veux dire par là que même en faisant une thèse scientifique, j'étais en un certain sens engagé, et conscient de l'être. Sinon j'aurais fait une thèse sur l'harmonie vocalique ou la cuisine turque au XVIII^e siècle, que sais-je !

En ce moment je fais une recherche sur les années 1990 et quand j'ai revu l'affaire du marché égyptien (juillet 1998) j'ai été scandalisé d'apprendre que Pinar Selek était toujours dans de graves ennuis, malgré trois acquittements.

J'ai senti alors que, en conscience, il ne m'était plus possible de continuer mes recherches comme si de rien n'était, comme si j'observais des insectes.

Mais pourquoi prendre parti sur des questions turques ?

Ces « *questions turques* » ne concernent pas seulement la Turquie. La Turquie pourrait devenir pays européen et donc cela me regarde. Cela me regarde aussi en tant qu'être humain, ami et proche de certaines personnes poursuivies (*Büsra*). Cela me regarde parce que la Turquie représente un « *modèle* » de pays capitaliste et libéral, avec une extrême-droite puissante et que ce modèle pourrait être copié (*Hongrie*). Des éléments de la culture politique qui prévalent en Turquie ont fait beaucoup de progrès en France même. Je ne veux pas de ce « *modèle* » ultra-libéral et répressif ; j'estime que là où il existe, il faut l'analyser, le faire connaître et le dénoncer.

Enfin cela me regarde parce que j'aime la Turquie et j'aime les Turcs ; la Turquie fait partie de moi-même ; j'y ai vécu, j'en ai connu chaque recoin, c'est en quelque sorte mon deuxième memleket. Cela me regarde parce que je souhaite à mes amis turcs le bonheur de pouvoir vivre en démocratie, dégagé d'une guerre qui dure depuis bientôt trente ans - nous savons ce que c'est, nous qui avons connu cela avec l'Algérie. Et croyez que je suis tout aussi exigeant vis-à-vis de mon pays, la France ; comme j'ai été, en exerçant mon métier de professeur d'histoire, aussi exigeant avec le discours des manuels d'histoire français que celui des manuels turcs.

C'est un engagement politique, si vous voulez, mais je m'engage en tant que chercheur, c'est-à-dire en tant que personne qui connaît la question, l'enracinement historique des problèmes, qui a accès à la langue. Les recherches que je fais sont susceptibles d'éclairer le présent, car le « *présent* » remonte au moins à 1923, si ce n'est 1915.

J'ai ressenti la nécessité de l'engagement à partir de l'affaire Pinar Selek mais je ressentais déjà un malaise, depuis longtemps, en considérant les cas d'Ismail Besikçi, ou de Yaşar Kemal. Puis, l'arrestation de Büsra m'a mis en rage. C'est comme si nous étions sur un champ de bataille, avec le tir qui se rapproche et se précise, et je crains pour d'autres personnes.

Enfin mon engagement n'est pas dû au fait que des universitaires et autres intellectuels sont emprisonnés. Bien sûr, c'est mon milieu ; mais je suis tout aussi scandalisé - sinon plus - par les autres centaines ou milliers de prisonniers d'opinion en Turquie, les exécutions extra-judiciaires et les départs forcés en exil pour fuir la répression.

Quant à l'avis émis par Monsieur Davutoğlu, je le respecte mais malheureusement je m'attends toujours à ce genre de réponse de la part d'un homme politique. C'est la manière classique des politiques de se défausser que d'affirmer « *Mais mon cher Monsieur, nous sommes dans un État démocratique, un État de droit, les pouvoirs sont séparés et un membre du gouvernement ne peut pas intervenir dans le cours de la justice* ». C'est un avis tellement usé !!! On sait très bien comment, dans tous les pays y compris la France, l'État peut manipuler la justice.

D'ailleurs Monsieur Davutoğlu se trompe sur un point : si effectivement la justice est - en théorie - indépendante, la police, dans tous les pays, dépend des gouvernants ; les arrestations, les maintiens en détention, les conditions de détention, l'usage de la torture ou de la violence, les conditions d'interrogatoires, tout cela dépend soit de la hiérarchie policière et donc du ministère de l'intérieur, soit de l'administration pénitentiaire (*et non des juges*) ; tout cela est donc susceptible - dans un État de droit - d'être contrôlé par la population. Si ce n'était pas le cas, ce serait vraiment grave pour la Turquie et les Turcs.

Voilà donc pourquoi j'ai signé l'appel publié dans le journal Le Monde la semaine dernière. ([*Le grand enfermement des libertés en Turquie*](#))